

Résonances

Pôle ressources ville et
développement social
Centre de Ressources
Politique de la Ville ouest
francilien



39 rue des bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
poleressources.95@wanadoo.fr

L'actu du Pôle ressources

< Séminaire des élus, 9 février, 17h-19h, visioconférence >

QUEL(S) SENS DONNER À LA POLITIQUE DE LA VILLE AU NIVEAU LOCAL

Le Pôle ressources déploie le premier temps de son séminaire à destination des élus et directions en charge de la Politique de la ville, avec le sociologue Renaud Epstein, maître de conférence en sciences politiques à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, spécialiste des questions urbaines. Au travers de ce séminaire, il s'agit de renforcer le réseau des élus de l'ouest francilien en proposant un espace d'échange et de réflexion sur la Politique de la ville, à partir de partage d'expériences et de mise en débat de propos issus de la recherche et d'experts. *In fine*, ce cycle de rencontres déployé tout au long de l'année 2021 doit permettre aux élus de mieux s'approprier les enjeux relatifs aux quartiers populaires, pour donner du sens et nourrir l'action publique locale.

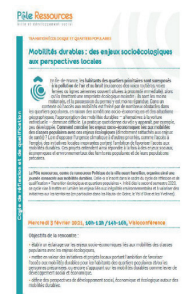
<https://poleressources95.org/actions/quels-sens-donner-a-la-politique-de-la-ville-au-niveau-local-en-2021/>

< Journée thématique, 3 février, 10h-12h/14h-16h, visioconférence >

MOBILITÉS DURABLES : DES ENJEUX SOCIOÉCOLOGIQUES AUX PERSPECTIVES LOCALES

Le Pôle ressources organise, dans le cadre du cycle « Transition écologique et quartiers populaires », une journée consacrée aux mobilités durables. Cette rencontre porte l'ambition d'articuler priorités socioéconomiques, urgences climatiques et enjeux de la mobilité dans les quartiers prioritaires. La matinée sera l'occasion de croiser regards scientifiques, expériences institutionnelles ou encore paroles associatives, autour de la thématique des mobilités durables. L'après-midi sera consacrée à des ateliers prospectifs, animés avec le cabinet Chronos (spécialiste de l'innovation territoriale, sociale et urbaine).

<https://poleressources95.org/actions/mobilites-durables-des-enjeux-socioecologiques-aux-perspectives-locales/>



< Vie du réseau des Centres de ressources Politique de la ville >

« CHRONIQUES D'UN CONFINEMENT » : PUBLICATION DE QUATRE LETTRES THÉMATIQUES PAR LES CRPV FRANCILIENS

Durant le premier confinement, les 3 centres de ressources Politique de la ville franciliens (CRPVE, Pôle ressources et Profession Banlieue) ont suivi avec attention les effets et dynamiques liés à la crise sanitaire dans les quartiers prioritaires. Un travail commun de recensement et d'analyse de ce que rapportaient les médias, les prises de position publique, mais aussi les remontées des professionnels de terrain a été effectué. Quatre lettres d'information thématiques sur l'Habitat, le Travail, la Santé et l'Éducation sortiront tour à tour dans les prochains mois, avec pour vocation de nourrir les débats à venir notamment dans la perspective du renouvellement de la Politique de la ville en 2022. Cette somme d'informations et de témoignages vise à permettre tout à la fois de porter un regard sur le vécu des habitant.e.s des quartiers et sur les réponses apportées (formes d'intervention, coopérations à l'oeuvre...). La première - dédiée à l'habitat -, s'intéresse aux enjeux publics autour du logement et du cadre de vie, dans une région marquée par sa densité et un parc social sous-dimensionné au regard des besoins.

http://cosoter-ressources.info/index.php?lvl=notice_display&id=81864



UN GROUPEMENT DU RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE

Le regroupement annuel des équipes du réseau national des centres de ressources Politique de la ville, sur deux journées, se déroule cette année en visioconférence, crise sanitaire oblige. Après une ouverture par François-Antoine MARIANI, directeur général délégué en charge de la Politique de la ville, adjoint au directeur général à l'ANCT, des temps, animés par Accolades, seront l'occasion pour les CRPV de réfléchir en groupes de travail autour de différentes thématiques (évaluation des contrats de ville ; développement économique/emploi ; santé ; transition écologique...) avec la participation des services de l'État (ANCT, directions régionales) ; d'échanger sur l'évolution de la Politique de la ville, avec les apports d'Hervé GUERY, directeur du Compas et de Renaud EPSTEIN, docteur en sociologie et maître de conférences en science politique à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye ou encore d'imaginer un monde d'après souhaitable.

National / Régional

Crise sanitaire

IMPACT DE LA CRISE DE LA COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE

Quel est l'impact de la crise de la COVID-19 sur l'économie francilienne ? C'est à cette question que l'Institut Paris Région répond dans un dossier thématique récemment publié. On y apprend que, parmi les secteurs d'activités caractéristiques de l'économie francilienne, la culture, le tourisme, l'hôtellerie-restauration, et les services opérationnels (nettoyage, sécurité, intérim), figurent

comme les plus fortement affectés. Si l'économie francilienne se démarque de celles des autres régions, les effets de la COVID-19 sont très inégaux entre territoires franciliens : tandis que l'économie de « Paris Ouest La Défense » résiste, celle de « Roissy Pays de France » est touchée de plein fouet.

www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/impact-de-la-crise-de-la-covid-19-sur-leconomie-francilienne.html

Politique de la ville

L'ÉVALUATION DE L'ATTRACTIVITÉ DES QUARTIERS PRIORITAIRES

La Cour des comptes a publié en décembre dernier un rapport en vue de mesurer les effets de la Politique de la ville déclinée sur 8 territoires ciblés, dont Rosiers Chantepie à Sarcelles, en s'attachant à l'attractivité des quartiers prioritaires. L'étude porte principalement sur 3 champs : le logement, l'éducation et l'activité économique et s'appuie sur des analyses de terrain des 8 QPV, enrichies de données nationales. La Cour des comptes s'attelle à répondre à quelques questions parmi lesquelles la Politique de la ville prend-elle en compte les facteurs affectant l'attractivité des QPV ? L'attractivité des QPV s'est-elle améliorée entre 2008 et 2018 ? Elle émet également des recommandations, parmi lesquelles, adopter une logique de « projets de quartiers » à partir de problématiques et d'enjeux propres à un secteur géographique identifié ; tendre vers une meilleure cohérence entre renouvellement urbain et politiques sociale, éducative et économique de chaque territoire. Ces travaux sont l'occasion de penser la notion d'attractivité et d'alimenter la réflexion à l'aube du renouvellement des contrats de ville.

www.ccomptes.fr/fr/publications/evaluation-de-lattractivite-des-quartiers-prioritaires

En bref

- Loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »

www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042665434

- Guide de la facilitation à distance, Direction interministérielle de la transformation publique, octobre 2020

www.modernisation.gouv.fr/outils-et-methodes-pour-transformer/teletravail-la-ditp-publie-un-guide-de-facilitation-a-distance

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Sartrouville

UNE FERME URBAINE AU CŒUR DE LA CITÉ DES INDES

La start-up du Champerché fait partie des 27 lauréats sélectionnés par l'ANRU en décembre 2020 dans le cadre de l'appel à projet national les Quartiers Fertiles. C'est au sein d'un parking désaffecté, appartenant à 1001 Vies Habitat, que 1300m² seront alloués à ce projet de ferme innovant, qui verra le jour en mars 2021 dans le quartier des Indes à Sartrouville, en plein renouvellement urbain. Sa particularité réside dans la culture en bioaponie, une pratique dérivée de l'hydroponie, qui consiste à cultiver des plantes hors sol à l'aide d'une solution nutritive, organique et biologique - par exemple des aromates et des micropousses. Le projet favorise le circuit court et la production écologique, mais va également permettre de créer des emplois locaux, avec des postes d'agriculteurs, de livreurs ou encore de personnels d'entretien.

Contact : contacteznous@champerche.fr

Vauréal

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE : MISE EN PLACE DE GROUPES D'ACTIONS PROJET (GAP)

Afin de développer le dispositif de démocratie participative amorcé depuis 2014, la ville de Vauréal a mis en place des Groupes d'actions projet (GAP). Regroupant une pluralité d'acteurs - élus, habitants, professeurs, commerçants, associations ...-, ils visent à réfléchir à des projets d'intérêt général pour les quartiers, via des méthodes d'intelligence collective. 3 thèmes, choisis par les habitants - liens et solidarités entre voisins, environnement, projets d'aménagement - sont investis, avec l'apport d'intervenants qui coaniment les séances avec la ville. Après 2 GAP en 2020, 2 rendez-vous sont programmés au premier semestre 2021 : un world café, avec l'association B.a.ba, sur la valorisation des jardins, des sentes transversales et la question des déchets et une séance - dédiée aux jeunes -, avec l'association Entreprendre pour Apprendre.

Contact: elarabi.mairie-vaureal.fr

Val d'Oise

LANCEMENT DU SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE L'ORIENTATION

Le 1er comité de pilotage du SPRO pour les bassins d'emploi Est et Ouest du Val d'Oise a été lancé le 1er octobre 2020. Conformément à la stratégie régionale, il s'agit d'offrir aux franciliens un service public de l'orientation lisible, visible et de qualité, de permettre à chacun de trouver le bon interlocuteur près de chez lui et enfin, de poursuivre la coordination et la professionnalisation des opérateurs de l'orientation et de l'emploi pour développer et territorialiser le SPRO. A cette fin, un comité de pilotage composé d'acteurs locaux (missions locales, Pôle Emploi, réseau IJ, CCI...) est mis en place dans chaque bassin d'emploi. Le CIJ 95 et CY Cergy Paris Université sont chargés de l'animation des bassins Est et Ouest 95.

Contact : Marion.Cazal@spro@cij95.asso.fr

Fiche expérience

Garges Sarcelles

UNE DÉMARCHE PARTENARIALE POUR COPRODUIRE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DANS LES QUARTIERS

Le 5 février 2019, un comité de suivi et d'évaluation pour soutenir le dialogue et la confiance entre la police et la population est mis en place sur les quartiers de la Dame Blanche à Garges-lès-Gonesse et Les Lochères à Sarcelles. Ils font partie des 15 premiers quartiers ciblés en 2018 par le gouvernement - avant l'extension du dispositif -, comme quartiers de reconquête républicaine (QRR).

Initiée par le gouvernement en 2017, la Police de la sécurité du quotidien (PSQ) est une nouvelle doctrine d'emploi de la police nationale, visant à apporter des réponses différenciées aux problématiques de délinquance dans les villes et quartiers (violences, trafics, incivilités...), à répondre aux besoins des habitants et à renouer le dialogue avec la population, - plus particulièrement les jeunes - et avec les acteurs locaux (élus, associations...).

En 2018 sont ensuite initiés les quartiers de reconquête républicaine (QRR), dispositif qui découle de la mise en place de la PSQ afin de renforcer la présence policière sur les territoires concernés, mieux connaître le terrain, lutter plus efficacement contre les trafics.

Parmi les 15 premiers quartiers ciblés en septembre 2018 par le gouvernement, se trouve le QRR de Garges-lès-Gonesse (Dame Blanche) - Sarcelles (Les Lochères).

Évaluer collectivement l'action de la PSQ

Quelques mois après le lancement de la PSQ et l'entrée des quartiers de Dame Blanche et des Lochères dans le dispositif QRR, le commissariat de Police de Sarcelles, en lien avec les services de la Préfecture du Val d'Oise, représentés par les deux délégués du Préfet, fait le choix de concrétiser le rapprochement police-population-acteurs locaux par la mise en place d'un comité de suivi et d'évaluation de la PSQ, s'appuyant sur des habitants et des acteurs locaux (services des collectivités, établissements scolaires, bailleurs, transporteurs, associations...). La commissaire Azalbert explique *qu'il est en effet essentiel de créer du lien avec les habitants et les acteurs locaux, de créer de la confiance, d'échanger au quotidien mais aussi dans le cadre d'instances. Suivre et évaluer collectivement l'action de la PSQ permet cela, enrichit les pratiques et amène de nouvelles initiatives.* Avec l'appui du Pôle ressources ville et

développement social en tant que tiers facilitateur, 5 réunions du comité de suivi et d'évaluation ont ainsi été organisées pour soutenir les échanges et mesurer de manière participative l'impact de la PSQ. Au total, 108 contributeurs différents (50 participants en moyenne) ont participé à ces rencontres, qui ont, en premier lieu, été l'occasion de concevoir un référentiel de suivi et d'évaluation de la PSQ, véritable outil de pilotage.

Elles ont aussi permis d'échanger sur la problématique des rodéos urbains (cadre d'intervention de la police), de présenter des initiatives en direction de la jeunesse (l'action Prox'aventure par exemple, où des policiers œuvrent bénévolement, à travers ce dispositif, à organiser dans les quartiers, des moments de rencontre entre les policiers et les jeunes.) ou encore de concevoir un questionnaire à destination des habitants s'intéressant à la qualité des échanges avec l'équipe de PSQ, sa présence sur le territoire et le sentiment de sécurité. Sa diffusion a été assurée avec l'appui des acteurs du comité de suivi et d'évaluation pour, au total, 437 réponses. Enfin, la rencontre qui a précédé le premier confinement a été l'occasion de dresser un bilan de l'activité de la PSQ pour l'année 2019 et de porter un jugement sur l'action menée tout en formulant des propositions d'amélioration opérationnelles engageant aussi bien la Police que les habitants et acteurs locaux.

Renforcer le lien avec les jeunes

Concrètement, le comité de suivi et d'évaluation a permis de faire émerger les attentes des habitants et acteurs quant à la PSQ, en ciblant principalement une amélioration attendue des relations (visibilité dans l'espace public, qualité des échanges, actions en commun, lisibilité de l'action de la PSQ) et un effet sur la délinquance et les incivilités (lieux et horaires d'intervention, sentiment d'insécurité, diminution des faits...)

notamment dans le secteur de la gare.

Le questionnaire co-construit et largement diffusé notamment par les associations, les maisons de quartier, dans les cours d'apprentissage du français, les établissements scolaires... a quant à lui permis de tirer des enseignements permettant de nourrir l'action à mener et renforcer. Les répondants portent un regard plutôt positif sur l'action de la PSQ ; les jeunes et surtout les jeunes femmes sont très en demande en matière de sécurité mais très peu en lien avec les agents de la PSQ ; les acteurs du territoire porte un regard plus positif que les habitants sur la PSQ tout en étant plus en lien avec la brigade. Enfin, le comité de suivi et d'évaluation, dans le cadre d'une séance menée en février 2019 pour apprécier de manière évaluative l'action de la PSQ et formuler des préconisations pour l'avenir, a identifié 7 défis : renforcer les échanges avec les 11-25 ans, maintenir la qualité des échanges avec les habitants, renforcer le travail en commun avec les parents et intégrer les parents dans la politique de prévention, équilibrer les temps de rencontre avec les acteurs et les temps d'intervention, développer le lien avec les établissements scolaires et enfin maintenir l'action de la PSQ et les effectifs.

La crise sanitaire a mis entre parenthèse les travaux du comité de suivi et d'évaluation, mettant en évidence la fragilité des démarches participatives et l'importance de travailler en présentiel, notamment lorsqu'il s'agit de rétablir des liens de confiance. L'année 2021 marquera la reprise des travaux avec la volonté de retrouver la mobilisation initiale et d'agir en direction des jeunes du QRR.

Contacts :

Commissariat de Sarcelles

Commissaire Fabienne Azalbert : fabienne.azalbert@interieur.gouv.fr

Préfecture du Val d'Oise

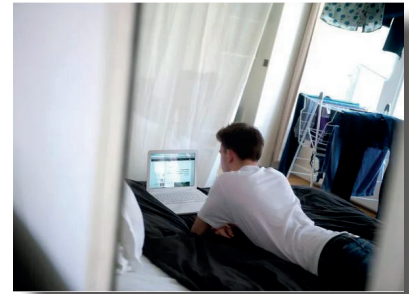
Délégué.e.s du Préfet : Marie Gourguillon : marie.gourguillon@val-doise.gouv.fr et Jean Loumikou : jean.loumikou@val-doise.gouv.fr



< ÉMISSION RADIO >

JEUNESSE : COMMENT ÉVITER LE DÉCROCHAGE ?

L'émission « Le temps du débat » du 4 janvier sur France culture s'intéresse à la situation de la jeunesse (notamment étudiante) déboussolée par la crise : apprentis sans entreprises, stagiaires sans stage (...). Malgré les dispositifs mis en place par le gouvernement, force est de constater que cette crise engendre une forte détresse psychologique, notamment au sein de la jeunesse. Les services de santé universitaires constatent par exemple une hausse d'environ 30% des consultations en psychologie. Les invités de l'émission - Monique Dagnaud, sociologue, Laurent Gerbaud, directeur d'un service de santé universitaire et Patrick Skehan, délégué général de l'association Nightline -, regrettent que la situation des étudiants n'ait pas été mise au cœur du débat public comme pour l'école. C'est pourtant l'univers des 2,5 millions d'étudiants français, ces années de maturation et de réflexion sur leur avenir, qui est mis à mal par la crise sanitaire : vie sociale, opportunités de rencontres, offres culturelles. Monique Dagnaud parle d'ailleurs de "destins brouillés", sur lesquels pèsent beaucoup plus d'incertitudes que pour les générations précédentes.



<https://www.franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/jeunesse-comment-eviter-le-decrochage>

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

▪ « *Le grand pari des cités éducatives* », dossier, la Gazette des communes, (disponible au Pôle ressources)

▪ « *Bien manger dans les quartiers populaires : la malbouffe est-elle l'apanage des zones défavorisées ?* », Au fil des quartiers n°6, Agence des quartiers, 23 décembre 2020

www.ville-et-banlieue.org/au-fil-des-quartiers-n6-bien-manger-dans-les-quartiers-populaires-30426.html

▪ Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville : <https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>



< A LIRE / A VOIR >



LES NOUVELLES FORMES DE L'INNOVATION TERRITORIALE

Horizons publics, laboratoire Ruralités de l'université de Poitiers, hors-série, 2020, 64 p.

L'innovation territoriale a pour objectif d'apporter des réponses nouvelles à une problématique et/ou à un besoin

identifié collectivement sur un territoire. Mobilité urbaine ou rurale, développement économique, aménagement du territoire, politique de la ville, etc., sont autant de domaines dans lesquels peuvent être expérimentés ce type de démarches. Ce hors-série, réalisé en partenariat avec le laboratoire Ruralités de l'université de Poitiers, met en lumière ces différentes formes d'innovation territoriale en France et aussi à l'étranger. Ville créative comme nouvelle forme d'action publique, recours au nudging ou au transport gratuit pour améliorer les mobilités urbaines, élaboration d'une stratégie d'intelligence territoriale pour soutenir le développement économique ou encore co-construction par les habitants des politiques publiques locales, etc., sont autant de pistes d'action explorées dans ce numéro.

www.horizonspublics.fr/revue/ete-2020/les-nouvelles-formes-de-linnovation-territoriale

Extraits 4ème de couv



LA VILLE INOCCUPÉE. ENJEUX ET DÉFIS DES ESPACES URBAINS VACANTS

Nadia Arab, Yoan Miot éd. Presses de l'École nationale des ponts et chaussées, novembre 2020, 230 p.

Les espaces vacants désignent des espaces bâtis ou non bâtis qui ont fait l'objet d'une activité avant d'être non utilisés ou sous-utilisés,

voire n'ayant jamais été occupés, aujourd'hui démolis ou pas. Ils concernent les métropoles comme les villes moyennes et petites, les territoires dynamiques aux marchés immobiliers tendus comme les villes en décroissance où la situation est plus alarmante. Phénomène protéiforme, ils peuvent être petits ou grands, diffus ou concentrés, plus ou moins dégradés, publics ou privés, etc. - il n'y a aucune norme. Loin de se limiter aux seules friches industrielles ce sont toutes les fonctions urbaines qui sont touchées : commerciales, résidentielles, tertiaires et même de services publics à l'image de ces tribunaux ou écoles abandonnés. La question des espaces urbains vacants est étudiée de manière transversale autour de trois thématiques : une mise en perspective des définitions ainsi que des méthodes d'approche et de mesure du phénomène, une analyse de l'activité des acteurs de la revalorisation de ces espaces et un éclairage international.

www.librest.com/livres/la-ville-inoccupee--enjeux-et-defis-des-espaces-urbains-vacants_0-6374731_9782859785314.html

Extraits 4ème de couv